

# In Extenso

## Audit

12 rue Pôle 2000  
07500 GUILHERAND-GRANGES

Tél : +33 (0)4 75 62 13 90  
[www.inextenso.fr](http://www.inextenso.fr)  
[magazin.inextenso.fr](http://magazin.inextenso.fr)

### **ASSOCIATION DES MAISONS D'ACCUEIL PROTESTANTES POUR ENFANTS - AMAPE**

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

97 Rue de la Calade  
26400 CREST

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

# **ASSOCIATION DES MAISONS D'ACCUEIL PROTESTANTES POUR ENFANTS - AMAPE**

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

97 Rue de la Calade  
26400 CREST

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

Aux membres de l'association,

### **I. Opinion sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION DES MAISONS D'ACCUEIL PROTESTANTES POUR ENFANTS - AMAPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. Justifications des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note n°1 « Conventions comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités d'application de ces règles et principes comptables et nous nous sommes assurés que la note n°1 « Conventions comptables » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Guilhaud-Granges, le 2 Mai 2024

Le commissaire aux comptes

In Extensio Audit

Jean François BOUSQUET

  
Jean-François BOUSQUET  
Expert-Comptable  
Commissaire aux Comptes

# COMPTE DE RESULTAT DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b><u>PRODUITS D EXPLOITATION</u></b>		
Cotisations	860	920
Ventes de biens et services		
- vente de biens		
dont vente de dons en nature		
dont relatives aux activités sociales et médico sociales		
- vente de prestations de services	8 106 653	7 827 842
dont parrainages		
dont relatives aux activités sociales et médico sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics		
dont concours publics aux activités sociales et médico sociales		
Versement des fondateurs ou consommation de la dotation comsomptible		
Subventions d'exploitation	71	293 729
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	2 855	8 335
- Mécénats		
- Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
<b>Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge</b>	207 341	222 224
Utilisation des fonds dédiés	569	569
Autres produits	685	890
<b>TOTAL I</b>	<b>8 319 034</b>	<b>8 354 509</b>
<b><u>Charges d'exploitation</u></b>		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	190 575	176 109
Variation de stock	-467	317
Autres achats et charges externes	2 428 737	2 550 461
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	486 932	465 153
Salaires et traitements	3 898 376	3 805 619
Charges sociales	1 514 597	1 473 629
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	251 735	259 436
Dotations aux provisions	47 323	38 106
Reports en fonds dédiés	4 065	
Autres charges	13 666	12 258
<b>TOTAL II</b>	<b>8 835 541</b>	<b>8 781 088</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-516 507</b>	<b>-426 579</b>
<b><u>Produits financiers</u></b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	21 672	3 487
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>21 672</b>	<b>3 487</b>
<b><u>Charges financières</u></b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	9 624	7 342
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>9 624</b>	<b>7 342</b>

# COMPTE DE RESULTAT DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023 (SUITE)

COMPTE DE RESULTAT	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>12 048</b>	<b>-3 855</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>-504 459</b>	<b>-430 434</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	17 177	479
Sur opérations en capital	43 500	11 480
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>60 677</b>	<b>11 959</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	5 543	2 887
Sur opérations en capital	1 243	8 113
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	55 971	10 399
<b>TOTAL VI</b>	<b>62 757</b>	<b>21 398</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-2 080</b>	<b>-9 439</b>
Participation des salariés aux résultats		
Imôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>8 401 383</b>	<b>8 369 955</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>8 907 922</b>	<b>8 809 828</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-506 539</b>	<b>-439 873</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature :</b>		
<b>Produits :</b>		
Bénévolat	50 118	39 200
Prestations en nature		
Dons en nature	485	1 020
<b>TOTAL</b>	<b>50 603</b>	<b>40 220</b>
<b>Charges :</b>		
Secours en nature	485	1 020
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestation en nature		
Personnel bénévole	50 118	39 200
<b>TOTAL</b>	<b>50 603</b>	<b>40 220</b>

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

A C T I F	EXERCICE N			EXERCICE N-1	PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net			
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Immobilisations incorporelles :</b>					<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Frais d'établissement	25 080	25 080			- Fonds propres statutaires	58 927	58 927
Frais de recherche et de développement					- Fonds propres complémentaires	950 340	950 340
Donations temporaires d'usufruit					<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	47 059	29 690	17 369	259	- Fonds propres statutaires		
Immobilisations incorporelles en cours					- Fonds propres complémentaires		
Avances et acomptes					<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Immobilisations corporelles :</b>					<b>Réserves</b>		
Terrains	758 009	430 451	327 559	340 869	- dont réserve des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	2 279 106	2 190 725
Constructions	4 776 130	3 714 807	1 061 324	1 112 517	- Réserves pour projet de l'entité		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	621 206	475 228	145 979	145 610	- Autres		
Immobilisations corporelles en cours	722 423	489 105	233 318	215 379	<b>Report à nouveau</b>	<b>-103 876</b>	<b>152 746</b>
Avances et acomptes					- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	-166 363	100 731
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-506 539</b>	<b>-439 872</b>
					- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	-511 319	-450 345
					- <b>Situation nette - sous total</b>	<b>2 677 959</b>	<b>2 912 866</b>
					- Fonds propres consommables		
					- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
					- Provisions réglementées	327 964	271 993
<b>Immobilisations financières :</b>					<b>TOTAL I</b>	<b>3 005 922</b>	<b>3 184 858</b>
Participations et créances rattachées					<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Autres titres immobilisés	55 108		55 108	54 033	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
Prêts					- Fonds dédiés	23 125	2 630
Autres	11 034		11 034	11 063	<b>TOTAL II</b>	23 125	2 630
<b>TOTAL I</b>	<b>7 016 049</b>	<b>5 164 360</b>	<b>1 851 689</b>	<b>1 879 730</b>	<b>Provisions pour risques et charges</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					- Provisions pour risques		
<b>Stocks et en cours :</b>	3 805		3 805	3 338	- Provisions pour charges		
<b>Créances</b>					<b>TOTAL III</b>		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	824 155		824 155	695 765	<b>Dettes</b>		
Créances reçues par legs ou donation					Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Autres	111 384		111 384	68 418	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	282 368	349 281
Valeurs mobilières de placement					Emprunts et dettes financières divers		
Instruments de trésorerie							
Disponibilités	1 929 412		1 929 412	2 291 129	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	188 592	141 838
Charges constatées d'avance	32 028		32 028	34 313	Dettes des legs ou donations		
<b>TOTAL II</b>	<b>2 900 784</b>		<b>2 900 784</b>	<b>3 092 962</b>	Dettes fiscales et sociales	892 656	966 975
Frais d'émission des emprunts (III)					Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 936	1 580
Primes de remboursement des emprunts (IV)					Instruments de trésorerie		
Ecart de conversion actif (V)					Autres dettes	26 484	39 415
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>9 916 833</b>	<b>5 164 360</b>	<b>4 752 473</b>	<b>4 972 692</b>	Produits constatés d'avance	196 727	172 157
					<b>TOTAL IV</b>	<b>1 607 763</b>	<b>1 671 246</b>
					Ecart de conversion passif (V)		
					<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>4 752 473</b>	<b>4 972 692</b>

## **TABLE DES MATIERES**

<b>A : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES</b>	<b>3</b>
Note n° 1 : Conventions comptables	3
Note n° 2 : Comptabilisation des résultats de la gestion contrôlée	3
Note n° 3 : Changement de méthode comptable	3
Note n° 4 : Fonds dédiés et reportés	3
Note n° 5 : Contributions volontaires en nature	4
Note n° 6 : Information au titre des évènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice :	4
Note n° 7 : Evènements postérieurs à la clôture	4
Note n° 8 : Informations générales complémentaires	4
<b>B : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN</b>	<b>5</b>
<b>1. BILAN ACTIF</b>	<b>5</b>
Note n° 9 : Immobilisations corporelles. Amortissements	5
Note n° 10: Evaluation des stocks	9
Note n° 11 : Actif circulant : classement par échéance	9
Note n° 12 : Produits à recevoir	9
Note n°13 : Charges constatées d'avance	9
<b>2. BILAN PASSIF</b>	<b>10</b>
Note n° 14 : Fonds associatifs variation	10
Note n° 15 : réserves sous contrôle de tiers financeurs	10
Note n° 16 : Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs.	10
Note n° 17 : Subventions d'investissements incluses dans les fonds associatifs	11
Note n° 18 : Provisions règlementées	11
Note n° 19 : Provisions pour charges	11
Note n° 20 : Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12
Note n° 21 : Charges à payer	12
Note n° 22 : Produits constatés d'avance :	12
<b>C : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>13</b>
Note n° 23 : Ventilation du chiffre d'affaires en Euros	13



<b>Note n° 24 : Reprises sur provisions et transferts de charges</b>	<b>14</b>
<b>Note n° 25 : Autres produits</b>	<b>14</b>
<b>Note n° 26 : Produits exceptionnels</b>	<b>14</b>
<b>Note n° 27 : Ventilation des charges par activités</b>	<b>14</b>
<b>Note n° 28 : Effectif moyen</b>	<b>15</b>
<b>Note n° 29 : Tableau des provisions</b>	<b>16</b>
<b>Note n° 30 : Engagement de départ à la retraite</b>	<b>16</b>
<b>Note n° 31 : Engagements reçus</b>	<b>16</b>
<b>Note 32 : Rémunération des Dirigeants</b>	<b>16</b>
<b>Note 33 : Honoraires des commissaires aux comptes (C. Com.art R-123-198-9)</b>	<b>17</b>

# A : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

## Note n° 1 : Conventions comptables

Les comptes annuels de l'A.M.A.P.E. sont issus de la consolidation de cinq dossiers : Activité associative (gestion propre), Maison d'enfants Internats (gestion contrôlée), Suivis extérieurs-SAPMF (gestion contrôlée), Maison d'enfants Accueil d'Urgence (gestion contrôlée), Accompagnement Educatif en Milieu Ouvert avec Hébergement (gestion contrôlée).

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 4 752 473 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégagant un résultat déficitaire de – 506 539 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ils ont été établis conformément aux dispositions du Code du Commerce, du Plan Comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- \* Continuité de l'exploitation

Ce principe a été retenu aussi bien pour le secteur protection de l'enfance (gestion contrôlée) que pour le secteur gestion propre

- \* Permanence des méthodes de présentation et d'évaluation

- \* Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il est fait application également de l'arrêté du 12 novembre 2008 qui a rendu applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés l'instruction comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

## Note n° 2 : Comptabilisation des résultats de la gestion contrôlée

Ils sont inscrits en attendant leur validation par les tutelles, dans un compte « report à nouveau des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée ».

Il sera ensuite procédé à leur affectation suivant les décisions des autorités de tarification et de contrôle.

Ils peuvent être repris par incorporation par les autorités de tarification et de contrôle dans le budget (généralement l'année N+2), une reprise de déficit venant en augmentation du prix de journée, et une reprise d'excédent venant en diminution du prix de journée.

Les autorités de tarification et de contrôle peuvent également décider de les affecter en réserves de compensation ou au financement de mesure d'investissements.

## Note n° 3 : Changement de méthode comptable

Aucun changement significatif des méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation des résultats n'est intervenu au cours de l'exercice.

## Note n° 4 : Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 23 125 €

#### **Note n° 5 : Contributions volontaires en nature**

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 3 582,50 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 10,94 €/heure correspond à un montant de 39 200 euros.

Année 2022	Nombre d'heures de bénévolat	Taux horaire retenu	Valorisation
Familles relais, ressources	4 255	11,44€	48 677 €
Lingerie	126	11,44€	1 441 €
Total	4 381	11,44€	50 118 €

Les dons en nature s'élèvent à 485 €.

#### **Note n° 6 : Information au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice :**

Néant

#### **Note n° 7 : Evénements postérieurs à la clôture**

L'amendement n°44 du 18 mars 2024 modifie le code du travail afin de se mettre en conformité avec le droit européen. Ainsi, les salariés en maladie non professionnelle ne se verront plus abattre de jours de congés payés au-delà de 30 jours d'absence pour maladie, et continueront d'acquérir des congés payés au rythme de 2 jours par mois. Un rappel, pouvant aller jusqu'à une période de trois ans (prescription triennale), est à faire aux salariés concernés. Un délai de forclusion de 2 ans à partir de la publication de la loi est institué, au-delà duquel les salariés ne pourront plus introduire une action en exécution du contrat de travail pour réclamer des congés qui auraient dus être acquis au cours de période d'arrêt maladie.

#### **Note n° 8 : Informations générales complémentaires**

Objet de l'association : l'Association Maison d'Accueil Protestante pour Enfants a pour but :

- D'accueillir, d'héberger, d'instruire, d'élever, d'éduquer et plus généralement – avec un but exclusif d'assistance et de bienfaisance – d'aider matériellement et moralement les enfants qui lui sont confiés ou qu'elle recueille pour un motif quelconque, notamment les enfants orphelins ou abandonnés, ainsi que ceux qui lui sont confiés par les autorités administratives ou judiciaires.
- De défendre les intérêts moraux et matériels des familles

## **B : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

### **1. BILAN ACTIF**

#### **Note n° 9 : Immobilisations corporelles. Amortissements**

##### **Règlement CRC sur l'évaluation des actifs :**

L'association a appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 la nouvelle réglementation sur l'évaluation des actifs, règlements CRC 2002-10 du 12 décembre 2002, CRC 2003-07 du 12 décembre 2003 et CRC 2005-9 du 3 novembre 2005 relatifs à la définition, comptabilisation, évaluation, amortissement et dépréciation des actifs.

Pour les immobilisations corporelles possédées au 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'association a appliqué la méthode « prospective » qui consiste pour les immobilisations décomposables à ventiler le coût d'acquisition entre les différents composants identifiables, à répartir le montant des amortissements existant entre les composants identifiés et à amortir leur valeur résiduelle sur la durée d'utilisation restant à courir.

Les retraitements ont porté sur les principaux postes inscrits dans les comptes de l'association.

Les immobilisations complètement amorties ou dont la valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2005 n'a pas été jugée significative n'ont fait l'objet d'aucune modification.

##### *1 – Terrains*

Il a été conservé les valeurs des terrains qui avaient été identifiées lors de l'entrée dans le patrimoine de l'association des biens immobiliers.

##### *2 – Constructions*

###### *2-1-Crest, Lorient, La Laupie*

Les éléments inscrits sur les tableaux des immobilisations ont permis d'identifier et d'évaluer les principaux composants.

Il a ainsi été distingué, selon les situations, les composants suivants :

-Peinture : il a été retenu pour ce composant une durée d'utilisation de 10 ans.

-Electricité : il a été retenu pour ce composant une durée d'utilisation de 15 ans.

-Etanchéité : il a été retenu pour ce composant une durée d'utilisation de 15 ans.

-Plomberie, chauffage, sanitaire, VMC : il a été retenu pour ce composant une durée d'utilisation de 20 ans.

-Menuiserie : il a été retenu pour ce composant une durée d'utilisation de 20 ans

-Toiture : il a été retenu pour ce composant une durée d'utilisation de 25 ans

-Structure : cette rubrique regroupe le gros œuvre ainsi que toutes les autres dépenses qui n'ont pas été identifiées en composant. La durée d'utilisation retenue pour ce poste est de 50 ans.

##### *3-Autres immobilisations :*

Il s'agit des matériels, mobiliers et d'agencements ou installations spécifiques.

Aucun retraitement des valeurs d'acquisition et aucune modification des plans d'amortissements n'ont été jugés opportuns et significatifs.

*4-Principales méthodes et durées d'amortissements retenues :*

Types d'immobilisations	Mode	Durée (années)
Constructions, structure	Linéaire	50 ans
Constructions, composants	Linéaire	de 10 à 25 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

VARIATION IMMOBILISATIONS				
	AU 01-01-2023			AU 31-12-2023
	IMMO BRUTES	ENTREES	SORTIES	IMMO BRUTES
Frais d'établissement	25 080	0	0	25 080
Logiciels	26 030	21 029	0	47 059
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>51 110</b>	<b>21 029</b>	<b>0</b>	<b>72 139</b>
Terrains	70 829	0	0	70 829
Agencements terrains	151 709	0	0	151 709
Agencements terrains	531 903	3 568	0	535 471
<b>TERRAINS</b>	<b>754 441</b>	<b>3 568</b>	<b>0</b>	<b>758 009</b>
Bâtiments Crest	1 753 792	11 700	0	1 765 492
Bâtiments Loriol	911 838	0	0	911 838
Bâtiments La Laupie	1 567 297	0	0	1 567 297
Agencements des constructions Crest	260 048	0	0	260 048
Agencements des constructions La Laupie	14 485	9405	0	23 890
Agencements des constructions Loriol	247 565	0	0	247 565
<b>CONSTRUCTIONS</b>	<b>4 755 025</b>	<b>21 105</b>	<b>0</b>	<b>4 776 130</b>
Installations techniques, matériel et outillage				
Crest	169 426	2 731	2 290	169 867
Activité associative	2 845	0	0	2 845
Loriol	226 445	15 184	10 307	231 322
La Laupie	204 625	28 727	19 394	213 958
AEMO-H	3 213	0		3 213
<b>INSTALLATION TECHNIQUE, MATERIEL, ET OUTILLAGE</b>	<b>606 555</b>	<b>46 642</b>	<b>31 991</b>	<b>621 206</b>
Agencements divers	12 435	0	0	12 435
Matériel de transport Crest-Loriol	159 738	45 097	18 824	186 011
Matériel de transport suivis extérieurs	142 396	51 631	54 762	139 264
Matériel de transport La Laupie	39 092	0	0	39 092
Matériel de transport AEMO-H	78 811	14 392	0	93 203
Matériel de bureau / informatique				
Crest	48 964	2 553	6 427	45 090
Suivis extérieurs	18 304	3 558	1 136	20 726
Loriol	22 417	6 847	6 898	22 366
La Laupie	24 212	8 358	6 938	25 633
AEMO-H	20 973	2 005		22 978
Mobilier de Bureau				
Crest	26 354	0	0	26 354
Suivis extérieurs	36 716	600	0	37 316
Loriol	24 787	0	0	24 787
La Laupie	7 127	1 089	418	7 798
AEMO-H	19 369	0	0	19 369
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>681 697</b>	<b>136 130</b>	<b>95 403</b>	<b>722 423</b>
<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>65 096</b>	<b>9 851</b>	<b>8 806</b>	<b>66 142</b>
<b>Immobilisations corporelles, incorporelles et financières</b>	<b>6 913 925</b>	<b>238 325</b>	<b>136 201</b>	<b>7 016 049</b>

VARIATION AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
AU 01-01-2023			AU 31-12-2023
AMORTISSEMENTS	DOTATIONS	SORTIES	AMORTISSEMENTS

Frais d'établissement	25 080	0	0	25 080
Logiciels	25 771	3 919	0	29 690
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>50 851</b>	<b>3 919</b>	<b>0</b>	<b>54 770</b>
Agencements terrains	413 573	16 878	0	430 451
<b>TERRAINS</b>	<b>413 573</b>	<b>16 878</b>	<b>0</b>	<b>430 451</b>
Bâtiments Crest	1 385 355	8 755	0	1 394 110
Bâtiments Lorient	866 421	12 608	0	879 029
Agencements des constructions Crest	223 979	11 910	0	235 889
Agencements des constructions Lorient	186 677	7 576	0	194 253
Agencements des constructions La Laupie	980 075	31 450	0	1 011 525
<b>CONSTRUCTIONS</b>	<b>3 642 508</b>	<b>72 299</b>	<b>0</b>	<b>3 714 807</b>
installations techniques, matériel et outillage				
Crest	136 828	12 637	2 290	147 175
Lorient	197 419	15 117	10 307	202 229
La Laupie	123 937	17 491	19 394	122 034
Activité associative	1 667	569	0	2 234
AEMO-H	1 096	459	0	1 555
<b>INSTALLATION TECHNIQUE, MATERIEL, ET OUTILLAGE</b>	<b>460 945</b>	<b>46 274</b>	<b>31 991</b>	<b>475 228</b>
Agencements divers	9 842	286	0	10 129
Matériel de transport Crest/Lorient	113 650	26 530	13 000	127 180
Matériel de transport suivis extérieurs	93 080	27 742	54 762	66 059
Matériel de transport La Laupie	9 585	7 588	0	17 173
Matériel de transport AEMO-H	52 067	18 480	0	70 547
Matériel de bureau / informatique				
Crest	34 701	7 141	6 033	35 810
Lorient	18 008	2 871	7 292	13 587
Suivis extérieurs	14 198	3 718	1 136	16 782
La Laupie	15 703	5 607	6 938	14 372
AEMO-H	15 297	4 052	0	19 349
Mobilier de Bureau				
Crest	30 842	895	0	31 738
Lorient	11 517	2 149	0	13 666
Suivis extérieurs	34 383	1 155	0	35 538
La Laupie	6 383	622	418	6 587
AEMO H	7 058	3 529	0	10 588
Autres immobilisations corporelles				
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>466 318</b>	<b>112 365</b>	<b>89 579</b>	<b>489 105</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES et INCORPORELLES</b>	<b>5 034 195</b>	<b>251 735</b>	<b>121 570</b>	<b>5 164 360</b>

**.Note n° 10: Evaluation des stocks**

Il s'agit de stocks de produits d'alimentation, évalués au dernier prix d'acquisition (prix achat fournisseurs)

**Note n° 11 : Actif circulant : classement par échéance**

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

**Note n° 12 : Produits à recevoir**

Créances clients, usagers et comptes rattachés

Gestion contrôlée :(facturation à établir par les Maisons d'Enfants)	72 112 €
Gestion propre	0 €

Autres créances

Le détail des produits à recevoir inscrits en autres créances est le suivant :

**Gestion contrôlée**

Remboursement par Opco Santé des formations suivies par le personnel	0 €
Autres	55 001 €
Sous total	55 001 €

**Gestion propre**

Cotisations et dons	220 €
Fonds spécial 2021	0 €
Produits annexes	0 €
Sous total	220 €

**Note n°13 : Charges constatées d'avance** 32 028 €

**Gestion contrôlée** 32 028 €

Il s'agit de charges d'exploitation

**Gestion propre** 0 €

Il s'agit de charges d'exploitation



## 2. BILAN PASSIF

Précision :

Le résultat 2023 de l'activité de la **gestion propre (+4 780 €)** est compris dans la rubrique « excédent ou déficit de l'exercice ».

Le résultat 2023 de l'activité de la **gestion contrôlée (- 511 319 €)**, est inscrit sous la rubrique « dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée », au poste excédent ou déficit de l'exercice.

### Note n° 14 : Fonds associatifs variation

<b>Fonds propres associatifs au 01.01.2023</b>	<b>3 184 858 €</b>
Excédent 2023 gestion propre	<b>+ 4 780 €</b>
Reprise déficits grands mineurs sous forme de subvention	<b>+273 463 €</b>
Fonds dédiés	<b>-16 999 €</b>
Reprise provision départ à la retraite	<b>+29 391 €</b>
Dotations provisions réglementées	<b>+ 55 971 €</b>
Dépenses rejetées	<b>-14 223 €</b>
Déficit 2023 gestion contrôlée	<b>-511 319 €</b>

**Total I au 31/12/2023** **3 005 922 €**

### Note n° 15 : réserves sous contrôle de tiers financeurs

	Au 01-01-2023	Affectation par les autorités de tarification	Solde au 31-12-2023
Affectation réserve pour investissement	1 011 478 €	0 €	1 011 478 €
Réserve pour compensation des déficits ultérieurs	443 780 €	88 381€	532 161 €
Réserve pour compensation des charges d'amortissement	735 467 €	+ 0 €	735 467 €
Réserve de trésorerie	0 €		0 €
Totaux	2 190 725 €	+88 381 €	2 279 106 €

### Note n° 16 : Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs.

Solde au 01.01.2023	<b>100 731 €</b>
Affectation résultat 2022	<b>-450 345 €</b>
Reprise déficits cumulés Grands mineurs	
Sous forme de subvention	<b>+273 463€</b>
Indemnité de départ à la retraite en attente d'affectation	<b>+29 391 €</b>
Dépenses rejetées	<b>-14 223 €</b>
Affectation réserves compensation des déficits ultérieurs	<b>- 88 381 €</b>
Fonds dédiés	<b>-16 999 €</b>
Solde au 31.12.2023	<b>-166 363 €</b>
<b>Charges rejetées = 14 028.95 D3</b>	

**Note n° 17 : Subventions d'investissements incluses dans les fonds associatifs**

Au 01-01-2023	Solde début exercice	Mouvements de l'exercice	Solde au 31-12-2023
Gestion contrôlée	804 686 €	0	804 686 €
Gestion propre	18 370 €	0	18 370 €
Totaux	823 056 €	0	823 056 €

**Note n° 18 : Provisions réglementées**

Leur montant s'élève à 327 964 € au 31.12.2023.

Il s'agit du poste « réserve des plus-values nettes d'actifs » qui correspond aux transferts à un compte de provision réglementée, des plus-values réalisées sur les cessions d'éléments d'actif immobilisés ou de valeurs mobilières de placement ainsi que des produits financiers (intérêts) au cours des exercices sur lesquels les produits ont été constatés.

Ce compte constitue une spécificité concernant les établissements sanitaires et sociaux afin de leur permettre de renforcer leur capacité d'autofinancement (art.R314-81 ET R314-95 du Code d'Action Sociale et des Familles).

**Note n° 19 : Provisions pour charges**

Provision pour indemnités de départ à la retraite : **115 663 €**

Il est retenu pour son calcul les personnes dont le départ est prévu au cours des 3 prochaines années.

Les indemnités sont déterminées salarié par salarié et dans l'hypothèse d'un départ volontaire à partir de 64 ans. Les charges correspondantes sont réparties par tiers sur les trois années précédant les départs prévus.

La dotation de l'exercice s'est élevée à 27 418 € pour l'internat et à 19 905 € pour l'accueil d'urgence.

## Note n° 20 : Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits

EMPRUNTS MAISONS D'ENFANTS / ACCUEIL D'URGENCE			ETAT AU 31 DECEMBRE 2023				
Date début contrat	Date fin contrat	Montant initial	Taux actuel	Valeur fin 2023	Montant < 1 an	Montant 1 à 5 ans	Montant >5 ans
13/06/2002	01/07/2027	1 531 852	4.20	276 513	64 922	211 591	0
Intérêts courus				5 855	5 855		
<b>TOTAL MAISONS D'ENFANTS</b>		<b>1 531 852</b>		<b>282368</b>	<b>70 777</b>	<b>211 591</b>	<b>0</b>

## Note n° 21 : Charges à payer

Elles concernent les postes suivants :

### Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Factures non parvenues	52 623 €	0 €
------------------------	----------	-----

### Dettes fiscales et sociales.

- Congés à payer	313 077 €
- Charges sur congés à payer	159 198 €
- Autres salaires et charges	62 939 €
- Participation construction	17 468 €
- Formation continue	41 921 €

## Note n° 22 : Produits constatés d'avance :

**196 727 €**

Ils concernent la facturation de l'accueil d'urgence du mois de janvier 2024 qui a été comptabilisée en décembre 2023 pour un montant de 189 942 €, et d'un remboursement d'un sinistre d'un montant de 6 785€ pour l'internat de Crest intervenu sur 2023, dont la réparation est enregistrée sur 2024.

## C : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Note n° 23 : Ventilation du chiffre d'affaires en Euros

Gestion contrôlée	2023			2022		
	Nombre de journées	Prix de journée 2023	Total produits	Nombre de journées	Prix de journée 2022	Total produits
Internat	11 744	168.03 €	1 973 344 €	8 533	167.90 €	1 432 691 €
	103	168.12 €	17 316 €	12 212	168.12 €	2 053 081 €
	9 211	202.43€	1 864 583€			
	184	138.00 €	25 392 €	164	332.95 €	54 604 €
	181	201.94 €	36 551 €	201	201.94 €	40 590 €
Mineurs Non Accompagnés (MNA)	2166	87.50 €	189 525€	2210	87.50 €	193 375 €
MNA urgence	1 095	120 €	131 400 €	1 095	120 €	131 400 €
MNA mise à l'abri	2 555	55 €	140 525 €	2 555	55 €	140 525 €
SAPMF et Contrats Jeunes Majeurs	8 451	54.64 €	461 763 €	7512	60.33 €	
	7 777	63.66 €	495 083 €	10 712	50.63 €	453 300 €
	- 103	50.63€	-5 215€			542 359 €
AEMOH	4 618	52.64 €	243 092 €	4 555	57.80 €	263 279 €
	4 478	56.78€	254 261 €	5 493	49.00€	269 157 €
Accueil urgence	4 452	264.42 €	1 177 198 €	7 665	264.42 €	2 026 779 €
	3 224	329.66€	1 062 824 €	590	-	130 874 €
	152		26 452€			
<b>TOTAL Gestion contrôlée journées</b>	<b>60 308</b>		<b>8 094 094 €</b>	<b>64 814</b>		<b>7 817 200 €</b>
<b>Gestion propre</b>			12 559 €			10 642 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>60 288</b>		<b>8 106 653</b>	<b>64 814</b>		<b>7 827 842</b>

**Note n° 24 : Reprises sur provisions et transferts de charges****207 341 €**Transferts de charges :

	Gestion contrôlée	<b>176 891 €</b>	Gestion propre	<b>0 €</b>
Charges d'exploitation		99 273 €		0 €
Transfert charges SAPMF		77 618 € (1)		

Reprises de provisions :

	Gestion contrôlée	<b>30 450 €</b>	Gestion propre	<b>0 €</b>
Reprise provisions pour départ à la retraite		30 450 €		

(1) Ce montant correspond à la mise à disposition par l'internat de 2 places au taux d'occupation de 60% au profit du service de suivis extérieurs.

Les produits correspondant d'un montant de 77 618 € ont été constatés, en accord avec le financeur, en transferts de charge sur l'internat. Corrélativement, une charge du même montant a été constatée en charges externes (compte 611280 « Autres prestations à caractère médico-social ») sur le SAPMF.

**Note n° 25 : Autres produits**

	Gestion contrôlée	<b>18 086 €</b>	Gestion propre	<b>8 057 €</b>
Remboursements médicaux		0 €		
Subventions Laforcade		71 €		
Prestations prévoyance salariés		0 €		
Autres		685 €		
Cotisations			860 €	
Dons			2 855 €	
Produits financiers		17 330 €	4 342 €	

**Note n° 26 : Produits exceptionnels**

	Gestion contrôlée	<b>60 606 €</b>	Gestion propre	<b>71 €</b>
Prix de cession d'actifs		43 500 €		
Produits sur exercices antérieurs		15 893 €		
Régularisation fournisseurs		1 213 €		0 €
Subvention spéciale UDAF				71 €

**Note n° 27 : Ventilation des charges par activités**

	Gestion contrôlée	<b>8 891 444 €</b>	Gestion propre	<b>16 476 €</b>
Achats marchandises				
Et approvisionnements		186 312 €		3 796 €
Autres achats et charges Externes		2 421 381 €		7 356 €
Impôts et taxes		486 275 €		657 €
Salaires & Traitement		3 898 376 €		0 €
Charges sociales		1 514 564 €		33 €
Dotations amortissements		251 166 €		569 €
Autres charges		13 666 €		0 €
Dotation provision pour charges		47 323 €		0 €
Charges financières		9 624 €		0 €
Charges exceptionnelles		62 757 €		0 €
Report en fonds dédiés				4 065 €

**Détail des charges exceptionnelles**

Gestion contrôlée	62 757 €	Gestion propre	0 €
Dotation réserves des plus-values nettes d'actifs	55 971 €		
VCN des éléments cédés	1 243 €		
Autres	5 543 €		0 €

**Note n° 28 : Effectif moyen**

Ventilation de l'effectif moyen de l'exercice en postes équivalent temps plein.

	Total salariés	Loriol	MNA	La Laupie	Crest	SAPMF-CJM	AEMO-H
Cadres	18.4	2	1.875	4.25	5.6	2.8	1.875
Employés y compris Assist familiales.	71.52	14.88	4.51	17.5	18.88	9.125	6.625
Ouvriers	28.35	8.85	0.75	9.75	9	0	0
Totaux	118.27	25.73	7.135	31.5	33.48	11.925	8.5

## D : AUTRES INFORMATIONS

### Note n° 29 : Tableau des provisions

Variation des provisions					
	Valeur au 31.12.2022	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises pour non utilisation	Valeur au 31.12.2023
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>					
- Immobilisations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
- Valeurs mobilières	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
- Créances	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
- Réserves des plus values	271 993 €	55 971 €	0 €	0 €	327 964 €
<b>Total</b>	271 993 €	55 971 €	0 €	0 €	327 964 €
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
- Engagements retraite	113 958 €	47 323 €	45 618 €	0 €	115 663 €
<b>Total</b>	113 958 €	47 323 €	45 618 €	0 €	115 663 €
<b>GRAND TOTAL</b>	385 951 €	103 294 €	45 618 €	0 €	443 627 €

#### Ventilation :

* Exploitation	47 323 €	45 618 €	0 €
* Financier	0 €	0 €	
* Exceptionnel	55 971 €		0 €
	<b>103 294 €</b>	<b>45 618 €</b>	<b>0 €</b>

### Note n° 30 : Engagement de départ à la retraite

L'association applique la convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation de soins de cure de garde à but non lucratif C.C.N 1951.

Une provision de 115 663 € est inscrite dans les comptes à la clôture de l'exercice. Elle concerne les départs prévus dans les trois prochaines années (voir note n°19). Les indemnités et charges correspondantes qui seront à payer sont ainsi réparties sur les 3 exercices précédant le départ des salariés.

### Note n° 31 : Engagements reçus

Caution du Conseil Général de la Drôme pour le prêt de 1 531 852 € accordé par la Caisse des Dépôts et Consignations d'une durée de 25 ans accordé le 13 juin 2002 pour La Laupie.

Capital et intérêts restant dus : 306 144 €

### Note 32 : Rémunération des Dirigeants

Par application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, nous précisons :

Qu'aucun membre du conseil d'administration n'est rémunéré par notre association.

Que les trois plus hauts dirigeants, Président, Vice-Président et Trésorier n'ont perçu aucune rémunération.

**Note 33 : Honoraires des commissaires aux comptes (C. Com.art R-123-198-9)**

Honoraires figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes : les honoraires en charges au titre de l'exercice 2023 se sont élevés à 13 560 € TTC.

Honoraires figurant au compte de résultat au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences et directement liées à la mission de contrôle légale des comptes : néant.